

STATUTS ET RÈGLEMENT
DE LA
CAISSE DE COMPENSATION DES ENTREPRISES
DE CHAUFFAGE ET DE VENTILATION
DU CANTON DE GENÈVE

EDITION STATUTS 1987
EDITION REGLEMENT 2016

STATUTS DE LA CAISSE DE COMPENSATION DES ENTREPRISES DE CHAUFFAGE ET DE VENTILATION DU CANTON DE GENÈVE

Article premier : RAISON SOCIALE ET BUT

La Caisse de compensation des entreprises de chauffage et de ventilation du canton de Genève, appelée ci-après « la Caisse », est une association organisée corporativement conformément aux dispositions des articles 60 et suivants du Code civil suisse.

Elle a pour but :

- 1) de pratiquer la compensation entre ses membres afin d'assurer le paiement des prestations sociales dues par les employeurs de la profession, en vertu des dispositions légales, contractuelles et réglementaires, soit :
 - les allocations familiales ;
 - les vacances ;
 - les jours fériés ;
 - les absences justifiées ;
 - les inspections d'armes et d'habillement ;
 - les indemnités militaires complémentaires.

Cette énumération n'est pas limitative.

- 2) d'assumer certaines autres tâches qui pourraient lui être confiées par les organisations du métier.

A cet effet, elle est chargée :

- de percevoir les cotisations incombant aux employeurs et aux travailleurs de la profession pour l'assurance-maladie collective et d'en répartir le montant entre les diverses caisses-maladie reconnues par la convention collective de travail ;
- de percevoir les contributions aux frais d'administration à charge des employeurs ;
- de veiller à l'administration des fonds de la prévoyance professionnelle ;
- d'encaisser et de répartir les contributions pour la formation et l'organisation professionnelles.

Cette énumération n'est pas limitative.

La Caisse ne poursuit aucun but lucratif. Son siège est à Genève et sa durée illimitée.

Article 2 : MEMBRES

Sous réserve d'acceptation par le Comité de Direction, ou de droits acquis, sont membres de la Caisse, les personnes physiques et morales, signataires en qualité d'employeurs, à titre collectif ou individuel, de la convention collective de travail des métiers du chauffage, de la ventilation, climatisation et isolation du canton de Genève.

La qualité de membre devient effective lorsque les conditions mentionnées ci-dessus sont remplies, et qu'un bulletin de demande d'admission a été remis à la Caisse, valablement signé.

Article 3 : PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE

La qualité de membre se perd :

- 1) par la radiation pour cause de cessation de l'activité professionnelle ;
- 2) par le décès des personnes physiques et par la dissolution des personnes morales ;
- 3) par la démission, moyennant préavis donné par lettre recommandée, six mois avant l'échéance de la convention collective. A défaut d'une convention collective encore en vigueur, six mois à l'avance pour la fin d'un exercice ;
- 4) par l'exclusion, qui peut être décidée par le Comité de Direction :
 - a) si le membre est en retard dans le paiement de ses cotisations,
 - b) s'il est déclaré en faillite ou s'il obtient un concordat,
 - c) si un acte de défaut de biens a été délivré contre lui,
 - d) s'il contrevient à l'une ou plusieurs dispositions des présents statuts.

La décision d'exclusion doit être signifiée immédiatement à l'intéressé, sous pli recommandé, par le Comité de Direction, qui n'est pas tenu d'en indiquer les motifs.

Cette mesure est portée à la connaissance de tous les membres. Elle ne devient définitive qu'après ratification par la prochaine assemblée générale. Celle-ci est tenue d'entendre au préalable le membre exclu si celui-ci en a exprimé le désir par écrit dans un délai de quinze jours après la notification de la décision du Comité de direction.

Un membre qui a été exclu en vertu des dispositions du présent article peut demander sa réadmission au Comité de Direction s'il a payé ses cotisations, s'il a racheté tous les actes de défaut de biens délivrés contre lui, s'il a obtenu une quittance pour solde de ses créanciers, s'il a été réhabilité.

Le membre ayant perdu sa qualité n'a, en aucun cas, droit à l'actif de la Caisse. Il doit, par contre, payer les contributions ou autres prestations qu'il pourrait encore devoir.

Article 4 : ORGANISATION DE LA CAISSE

Les organes de la Caisse sont :

- 1) L'assemblée générale
- 2) Le Comité de Direction
- 3) Les vérificateurs des comptes
- 4) L'Administrateur

Article 5 : ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale est le pouvoir suprême de la Caisse. Elle se réunit, en assemblée ordinaire, une fois par année, sur convocation adressée par le Comité de Direction, cinq jours au moins, avant la date de l'assemblée.

Elle est présidée par le Président du Comité de Direction ou, à défaut, par le Vice-Président. L'assemblée générale délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

A l'assemblée générale, chaque membre dispose d'un nombre de voix variable suivant le nombre total des travailleurs d'exploitation qu'il occupe. Chaque membre a droit ainsi à :

- 1 voix de 0 à 8 travailleurs d'exploitation
- 2 voix de 9 à 15 travailleurs d'exploitation
- 3 voix de 16 à 25 travailleurs d'exploitation
- 4 voix de 26 à 35 travailleurs d'exploitation
- 5 voix dès 36 travailleurs d'exploitation

Un membre empêché peut se faire représenter par une personne de son entreprise, munie d'une procuration écrite. Un membre ne peut ainsi représenter qu'un seul collègue empêché.

Les décisions sont prises à la majorité. En cas d'égalité, le Président départage les voix. L'assemblée générale ne délibère que sur les objets portés à l'ordre du jour. En ce qui concerne les propositions individuelles, seules celles soumises, par écrit, au Président, au moins trois jours avant l'assemblée générale, peuvent être discutées.

Article 6 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire délibère sur les points suivants :

- rapport du Président ;
- rapport de la société fiduciaire chargée du contrôle et de la révision des comptes ;
- décharge au Comité de Direction et à l'Administrateur de la gestion de l'exercice écoulé ;
- élection du Comité de Direction ;
- décision sur les propositions portées à l'ordre du jour ;

- approbation des modifications éventuelles des statuts et du règlement d'exécution de la Caisse, en conformité avec les articles 18 et 20 suivants ;
- approbation du taux des contributions.

Article 7 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Par décision du Comité de Direction ou sur demande écrite d'un cinquième des membres, une assemblée générale extraordinaire doit être convoquée dans les formes prévues à l'article 5 et dans le délai maximum de 30 jours.

Article 8 : COMITE DE DIRECTION

L'administration de la Caisse est assurée par un Comité de Direction composé de cinq à huit membres, élus parmi les employeurs affiliés à la Caisse.

Trois de ces membres au moins sont obligatoirement choisis parmi les membres du Comité de l'Association genevoise des entreprises de chauffage et de ventilation.

Les membres du Comité de Direction sont nommés pour trois ans et sont immédiatement rééligibles. Leurs fonctions ne sont pas rémunérées.

Le Comité s'organise lui-même. Il nomme un Président et un Vice-Président. Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs au Président, au Vice-Président et à l'Administrateur réunis en Bureau.

Dans le même cadre, le Comité de Direction est compétent pour :

- traiter les affaires courantes et exécuter les décisions de l'assemblée générale ;
- nommer l'Administrateur ;
- déterminer les taux des contributions fixes et variables ;
- fixer le barème des amendes ;
- fonctionner comme organe de recours en première instance ;
- rédiger, et éventuellement modifier, le règlement d'exécution ;
- fonctionner comme commission d'arbitrage privée, conformément aux dispositions de la Loi cantonale genevoise sur les allocations familiales en faveur des salariés.

Le Comité de Direction se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les circonstances l'exigent, et au moins une fois par année.

Article 9 : BUREAU DU COMITE DE DIRECTION

Le Bureau du Comité de Direction est composé du Président, du Vice-Président et de l'Administrateur.

Le Comité de Direction charge le Bureau de la gestion des affaires et réclamations urgentes, présentées par les membres ou les allocataires.

Article 10 : VERIFICATEURS DES COMPTES

L'assemblée générale élit, pour une période de deux ans, deux vérificateurs des comptes et un suppléant.

Les vérificateurs doivent, au moins une fois par année, s'assurer que le bilan et le compte de gestion sont bien conformes aux pièces comptables. Au terme de ce contrôle, ils dressent un rapport à l'attention de l'assemblée générale, à laquelle ils demandent l'approbation des comptes, et la décharge pour le Comité de direction et pour l'Administrateur.

Les vérificateurs ont le droit de prendre connaissance des pièces comptables dont ils ont besoin.

Article 11 : ADMINISTRATEUR

L'Administrateur est chargé par le Comité de Direction et sous son contrôle, de gérer la Caisse.

A cet effet, il lui délègue ses pouvoirs pour, notamment :

- a) recueillir et vérifier les déclarations de salaires mensuelles des membres actifs,
- b) vérifier le montant des contributions variables,
- c) assurer le recouvrement des contributions et autres droits ou pénalités éventuelles qu'il est tenu d'appliquer,
- d) assurer le paiement régulier des allocations et indemnités aux allocataires ayants droit,
- e) adresser aux membres toutes convocations, circulaires, instructions, enquêtes et sommations, etc.,
- f) recueillir tous renseignements et constituer la documentation nécessaire au bon fonctionnement de la Caisse,
- g) établir les statistiques nécessaires,
- h) établir et tenir la comptabilité de la Caisse,
- i) conserver et classer les archives,
- j) assister aux séances du Comité de direction et tenir le procès-verbal.

Il peut en outre être chargé, par le Comité de Direction, de toute attribution confiée à celui-ci.

Article 12 : REPRESENTATION

La Caisse est valablement représentée et engagée par le Président et le Vice-Président du Comité de Direction et par l'Administrateur, signant collectivement à deux.

Article 13 : REVISION DES COMPTES

Les comptes sont révisés par la société fiduciaire chargée du contrôle et de la révision des comptes de la Caisse de compensation de la Fédération romande de métiers du bâtiment AVS MEROPA N° 111.

Le rapport établi par la société fiduciaire est soumis aux membres à l'occasion de l'assemblée générale annuelle.

Article 14 : RELATIONS AVEC LA CAISSE DE COMPENSATION AVS MEROPA N° 111

Pour des raisons de simplification administrative, les contributions variables dues à la Caisse, sont perçues par la Caisse de compensation de la Fédération romande de métiers du bâtiment AVS MEROPA N° 111.

Les dispositions de la Loi fédérale sur l'assurance- vieillesse et survivants et de son règlement d'exécution, sont applicables, notamment pour :

- a) le décompte mensuel des contributions,
- b) les délais de paiement des sommes dues,
- c) les dispositions pénales et de contentieux,
- e) le contrôle des employeurs,
- f) le contrôle fiduciaire de la Caisse,
- g) l'observation du secret professionnel.

Article 15 : ORGANISATION FINANCIERES

La Caisse dispose des ressources suivantes :

- a) des contributions variables calculées selon les pourcentages fixés par le Comité de Direction et ratifiés par l'assemblée générale sur les salaires AVS, les heures et les jours de travail de la période de décompte,
- b) des amendes et contributions complémentaires éventuelles,
- c) des dons, legs, subventions et intérêts divers,
- d) d'une finance d'entrée et d'une cotisation annuelle minimale fixées par le Comité de Direction et ratifiées par l'assemblée générale.

Article 16 : DUREE DE L'EXERCICE

La durée de l'exercice s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Article 17 : SANCTIONS ET RECOURS

Toutes contestations relatives aux droits et obligations des membres ou allocataires sont tranchées par le Comité de Direction sur la base des statuts, règlement d'exécution et décisions de la Caisse.

Les compétences du Comité de Direction, en matière de recours, sont limitées par les dispositions légales.

Article 18 : MODIFICATION DES STATUTS

Les statuts de la Caisse pourront être modifiés par une assemblée générale, sur proposition du Comité de Direction ou sur demande écrite d'un cinquième, au moins, des membres. Toute proposition de modification des statuts ne pourra être discutée que si un tiers, au moins, des voix est représenté.

Si le quorum ci-dessus n'est pas atteint, une seconde assemblée générale, qui peut délibérer valablement quel que soit le nombre des voix, est tenue à quinze jours d'intervalle. La convocation doit être adressée huit jours, au moins, avant la date fixée.

Pour être acceptée, toute modification doit réunir la majorité des voix représentées.

Article 19 : DISSOLUTION

La dissolution de la Caisse ne peut être discutée valablement, en assemblée générale, que sur proposition du Comité de Direction ou sur demande écrite de la moitié des membres. Les dispositions de l'article 18 concernant le quorum sont valables pour la dissolution.

Si la dissolution est décidée, l'assemblée désigne un ou plusieurs liquidateurs qui font un rapport sur la situation et le mode de liquidation prévu.

Le rapport est soumis à l'assemblée générale qui l'approuve ou le refuse.

Une fois la liquidation terminée, l'actif net éventuel est réparti entre les entreprises figurant à l'état des membres, le jour de la décision de dissolution, selon les modalités suivantes :

- La part versée à chaque affilié est proportionnelle aux cotisations versées à la Caisse au cours des cinq années civiles précédant la dissolution.
- Les membres ne sont tenus à aucune responsabilité personnelle quant aux engagements de la Caisse, lesquels sont uniquement garantis par les biens de celle-ci.

Article 20 : REGLEMENT D'EXECUTION

Le Comité de Direction est chargé d'établir le règlement d'exécution qui fixe, en détail, l'application des dispositions des présents statuts.

Ce règlement peut être modifié et complété en tout temps. Les modifications et adjonctions entrent immédiatement en vigueur, après avoir été portées à la connaissance des membres.

Le règlement d'exécution, les modifications et adjonctions, sont ratifiés par la prochaine assemblée générale de la Caisse.

Article 21 : ENTREE EN VIGUEUR

Les présents statuts ont été adoptés par l'assemblée générale de la Caisse de compensation des industriels en chauffage, tenue le 15 juin 1987.

Ils entrent en vigueur à partir du 16 juin 1987 et annulent ceux du 16 juin 1953.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DES STATUTS DE LA CAISSE DE COMPENSATION DES ENTREPRISES DE CHAUFFAGE ET DE VENTILATION DU CANTON DE GENÈVE

Article 1 - BUT

Le présent règlement a pour but de fixer l'application des statuts de la Caisse de compensation des entreprises de chauffage et de ventilation du canton de Genève (ci-après « la Caisse »).

Article 2 - DUREE DE L'EXERCICE

L'année est divisée en 26 périodes correspondant aux quinzaines et numérotées de 1 à 26. Ces 26 quinzaines sont réparties sur les mois de l'année et constituent ainsi 12 périodes de décompte par année civile.

Article 3 - CALCUL DES CONTRIBUTIONS

I. PERSONNEL D'EXPLOITATION

Pour chaque période de décompte, le membre établit une déclaration sur une formule agréée par la Caisse, intitulée « *Liste nominative des salaires payés durant la période N° ...* ».

Aucune déduction sur le salaire n'est admise.

Toutes les sommes versées au salarié pour rétribuer son travail, entrent en ligne de compte. Sont compris dans cette notion, notamment :

- le salaire à l'heure ;
- les allocations de renchérissement ;
- les primes pour le travail aux pièces ou à la tâche ;
- les primes de rendement et d'encouragement ;
- les gratifications ;
- les versements du salaire proportionnel ;
- les heures supplémentaires.

Ne sont pas incluses dans la notion du salaire soumis à la contribution :

- les indemnités de subsistance, de transport et de logement en dehors du domicile du travailleur ;
- les gratifications de fin d'année en espèces (cadeaux de Noël et de Nouvel-An) ou à concurrence de la contre-valeur du revenu mensuel moyen, réalisé par le bénéficiaire, au cours de l'exercice en cours.

Les listes nominatives doivent obligatoirement, être envoyées à la Caisse dans les 5 jours qui suivent la paie la plus rapprochée de la fin de chaque mois.

II. PERSONNEL D'ADMINISTRATION

Pour chaque période de décompte, c'est-à-dire chaque mois, le membre établit un relevé des salaires payés à son personnel d'administration, au moyen d'une formule spéciale agréée par la Caisse, intitulée « *Liste nominative des salaires payés durant la période N° ...* ».

Les listes nominatives doivent, obligatoirement, être envoyées à la Caisse dans les 5 jours qui suivent la fin de chaque mois.

Le membre calcule lui-même la contribution à payer, déterminée par les deux listes nominatives mentionnées ci-dessus, sur la base des pourcentages et taux fixés par le Comité de Direction et ratifiés par l'assemblée générale.

Article 4 - PAIEMENT DES CONTRIBUTIONS

Les contributions sont obligatoirement versées à la Caisse dans les 10 jours qui suivent la fin de chaque mois.

Article 5 - RAPPELS ET SANCTIONS

- A) Toute contribution non payée à son échéance, c'est-à-dire 10 jours après la période de décompte, fait l'objet d'un premier rappel avec sommation de paiement dans les 10 jours.
- B) Si le membre n'obtempère pas, il reçoit une seconde et dernière sommation, par pli recommandé, lui enjoignant de se libérer des sommes dues dans un dernier délai de 20 jours. Il est rendu attentif aux conséquences de sa carence.
- C) Le second rappel est facturé CHF 10,--. Cette somme s'ajoute automatiquement au montant réclamé.
- D) Toute cotisation non payée dans les 20 jours de la seconde sommation, est automatiquement majorée de 10 % de son montant, sans préjudice de l'intérêt moratoire de 5 % qui court dès l'exigibilité du capital. Pour les contributions inférieures à CHF 50,-- la majoration est dans tous les cas de CHF 5,--.

En outre, le Comité de direction est autorisé, lorsqu'il le juge nécessaire, à infliger au membre défaillant une amende d'ordre de CHF 20,-- à CHF 100,-- au maximum.

- E) Le membre qui n'envoie pas son bordereau de paie dans le délai prévu à l'article 4, est frappé d'une amende de CHF 10,--. En cas de récidive, l'amende est de CHF 50,--.
- F) Toutes ces majorations et amendes, de même que celles infligées en cas de déclarations fausses ou incomplètes, sont signifiées à l'intéressé par lettre recommandée.

Article 6 - RECOURS

Une sommation, fixant le montant des contributions arriérées (y compris les majorations réglementaires) et des éventuelles amendes, est envoyée sous pli recommandé.

Elle peut être l'objet d'un recours formé, auprès du Comité de Direction, dans les 10 jours qui suivent la notification.

Passé ce délai, la liste nominative est considérée comme reconnaissance de dette au sens de l'article 82 de la Loi sur la poursuite, tant pour le capital, les intérêts, les frais, que pour les majorations.

Il appartient au débiteur de prouver, cas échéant, qu'il a formé un recours dans le délai utile.

Cette sommation permet à la Caisse de demander au Tribunal par la voie de la procédure sommaire, mainlevée provisoire de l'opposition qui a pu être formée aux commandements de payer notifiés.

Article 7 - **PROCEDURE ET DELAIS DE PRESCRIPTION**

En règle générale, pour le paiement des contributions dues à la Caisse par les entreprises et la procédure de rappels et poursuites, les dispositions des lois ci-après et leurs modifications ultérieures, sont applicables :

- a) Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants AVS, et son règlement d'exécution ;
- b) Loi cantonale sur les allocations familiales en faveur des salariés.

Les contributions contractuelles qui ne sont pas réglementées par les législations citées ci-dessus, seront assimilées aux cotisations de l'AVS, tant en ce qui concerne les délais de paiement que celui de la prescription.

Toutefois, dans certains cas spéciaux et sur décision particulière du Comité de direction, la Caisse peut ouvrir une autre procédure de recouvrement que celle prévue par la Loi fédérale sur l'AVS.

Article 8 - **PAIEMENT DES INDEMNITES**

A) **Vacances**

Cette prestation est servie aux travailleurs directement par la Caisse. L'entreprise atteste la date de la prise des vacances de l'ayant droit. Celui-ci est tenu de remplir l'engagement de cessation du travail et de renonciation à toutes autres prestations pendant la durée des vacances.

B) **Indemnités pour jours fériés**

L'indemnité pour la perte de salaire causée par la cessation du travail lors des jours fériés payés est la seule prestation servie, directement, par les employeurs, selon les instructions données par la Caisse à l'occasion de chaque jour férié.

C) **Absences justifiées - Indemnités pour inspections d'armes et d'habillement**

Ces indemnités sont versées aux travailleurs par la Caisse sur présentation d'une attestation signée par l'entreprise et accompagnée d'une pièce officielle (acte de naissance, acte de décès, livret de famille ou livret de service militaire, etc...).

Les dispositions contractuelles sont applicables.

D) **Assurance-maladie – Fondations FPMB et RAMB**

Les montants reçus sont virés chaque mois aux institutions concernées. Les dispositions contractuelles et réglementaires en la matière sont applicables.

E) **Indemnité militaire complémentaire**

Les dispositions contractuelles sont applicables.

Article 9 - CONDITIONS DE PAIEMENT DES INDEMNITES

Les prestations sociales ne sont servies aux travailleurs que si l'employeur a régulièrement remis ses décomptes et versé ses contributions à la Caisse.

Article 10 - REVISION DU PRESENT REGLEMENT

Le présent règlement peut être révisé, modifié ou complété en tout temps par le Comité de Direction ; toutes les modifications et adjonctions entrent en vigueur immédiatement après avoir été portées à la connaissance des membres. Le règlement d'exécution, les modifications et adjonctions sont ratifiés par la prochaine assemblée générale de la Caisse.

Article 11 - ENTREE EN VIGUEUR

Le présent règlement d'exécution, édicté par le Comité de Direction et approuvé par l'assemblée générale le 24 mai 2016 entre en vigueur le 24 mai 2016.

Guillermo **BAEZA**
Président

Sylvie **FORESTIER**
Administrateur